

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

## Santé scolaire : plusieurs syndicats fustigent des mesures insuffisantes et inefficaces

*Emmanuel Fontaine*

7-8 minutes

"Copie hors sujet", "mise au pas", "déni"... Au lendemain de la présentation de mesures gouvernementales pour refonder la santé scolaire, les organisations syndicales ont fait part de leur déception et de leurs désaccords. Alors que "tous les signaux sont au rouge", elles déplorent le manque global de moyens proposés malgré les besoins. Seul le syndicat Unsa des médecins scolaires constate quelques avancées, mais pointe l'imprécision de la revalorisation avancée. Plusieurs organisations syndicales évoquent la possibilité d'organiser une journée de mobilisation.



Quatre organisations syndicales de la FSU souhaitent construire une journée de mobilisation nationale le 10 juin 2025 pour dénoncer les difficultés que rencontre la santé scolaire. Shutterstock - bixstock

"La copie rendue est hors sujet", estiment, le 15 mai 2025, quatre syndicats de la FSU à la suite des 12 mesures annoncées la veille par Élisabeth Borne pour remodeler la santé scolaire ([lire sur AEF info](#)).

Pourtant, tout comme les représentants des personnels, la ministre de l'Éducation nationale a constaté que le système de santé scolaire "ne répond plus aux besoins des élèves". Seulement, les solutions à apporter, qui avaient déjà questionné les organisations syndicales des différents corps de métier de la santé scolaire lors des réunions de préparation des assises ([lire sur AEF info](#)), divergent fortement.

Les mesures à destination des personnels visent à :

- recentrer les médecins sur leur cœur de métier en allégeant leur charge administrative,
- permettre à 100 % des élèves de bénéficier d'une analyse personnalisée de leur situation de santé,
- systématiser les protocoles dédiés à la santé mentale dans toutes les écoles, les collèges et les lycées,
- former à la santé mentale les inspecteurs du premier degré et les personnels de direction,
- former deux personnels repères en santé mentale dans chaque circonscription pour le premier degré et dans tous les collèges et les lycées d'ici la fin de l'année scolaire 2025-2026,
- nommer 100 psychologues de l'Éducation nationale conseillers techniques en santé mentale (un par département) identifiés au sein de pôles départementaux "santé, bien-être",
- renforcer la formation des personnels sociaux et de santé en faveur de la santé mentale.

"tous les signaux sont au rouge" (intersyndicale FSU)

Or le Snes-FSU, le Snuipp-FSU, le Snics-FSU ainsi que le Snuas-FP-FSU voient dans les assises de la santé scolaire, "une occasion manquée qui passe à côté des enjeux". Car pour ces organisations syndicales, la question "n'est pas celle de la gouvernance mais celle des moyens", d'autant que "les effectifs à prendre en charge sont démesurés au regard de l'exigence d'un travail de qualité".

Il s'agirait davantage, alors que "tous les signaux sont au rouge", d'un "cache-misère" alors que "le compte n'y est pas" et ce alors que la ministre d'État devait "gagner" des arbitrages budgétaires. Les quatre organisations souhaitent organiser une journée de mobilisation nationale le 10 juin prochain.

"l'impression de renoncer à des objectifs de suivi des élèves" (CFDT EFRP)

"Grande déception" également du côté de la CFDT-EFRP. Pour sa secrétaire générale Catherine Nave-Bekhti, "certaines mesures donnent l'impression de renoncer à des objectifs de suivi des élèves", comme "l'abandon de la visite médicale systématique des 6 ans dans le cadre scolaire".

Si elle salue la création des 100 postes de psychologue de l'Éducation nationale conseiller technique, elle estime que "les missions qui leur sont imparties semblent trop restreintes".

Un "déni" face à la "crise profonde du service social scolaire" (intersyndicale)

Dans un communiqué de presse publié le 14 mai 2025, une intersyndicale d'assistantes sociales parle de "rendez-vous manqué" et témoigne de sa "colère", car "aucune réponse structurelle n'a été apportée à la hauteur des enjeux."

"Floues, insuffisantes, voire dangereuses", les 12 mesures annoncées par la ministre de l'Éducation nationale "confirment que le ministère préfère l'affichage à l'action", estiment le Snuas-FP-FSU, le Snasen-Unsa, la CGT Educ'action et SUD-Éducation, qui parlent même de "déni" face à la "crise profonde du service social scolaire". Néanmoins, "sans professionnels en nombre suffisant, sans reconnaissance, il n'y aura pas de santé scolaire digne de ce nom".

Refusant de voir leurs missions "vidées de leur sens", les quatre organisations syndicales d'assistantes sociales réfléchissent aussi à de futures actions de mobilisation.

Les mesures pour les médecins "vont dans le bon sens, mais manquent de précision" (SNMSU-uNSA)

Côté médecins, Jocelyne Grousset, secrétaire générale du SNMSU-Unsa, interrogée par AEF info le 15 mai, considère que les mesures d'allègement des tâches administratives pour les médecins "vont dans le bon sens".

En revanche, en matière de revalorisation, "ce n'est pas très précis, le calendrier n'est pas immédiat. Les jeunes collègues attendaient une revalorisation à hauteur des autres métiers de la Fonction publique".

Une "mise au pas" des psy-EN

Les autorités "essaient de rapprocher les PsyEN des autres corps alors qu'ils ne sont pas des personnels de santé", déplore Christophe Lalande, contacté le même jour. Le secrétaire général de la Fnac-FP-FO critique la création de 100 PsyEN coordinateurs techniques : "avant il n'y avait pas de hiérarchie intermédiaire. En associant ce coordinateur à un pôle 'santé et bien-être', les missions des psychologues de l'Éducation nationale pourraient être modifiées pour être adaptées à la politique départementale, en fonction des enjeux locaux".

Le représentant syndical y voit aussi "un moyen de gérer la pénurie de personnels", car le coordinateur technique "pourrait être amené à mutualiser les effectifs à la manière des Pia, à et les répartir en élargissant leur zone de travail".

Dépêche n° 731441